

L'historienne Aline Helg explique comment des millions d'esclaves, aux Amériques, ont rompu leurs chaînes avant l'abolition. Captivant La liberté, cela s'arrache !

MARC-OLIVIER BHERER

Récouvrer la liberté, immédiatement. En Amérique, des millions d'esclaves y sont parvenus sans attendre les abolitionnistes blancs. L'historienne suisse Aline Helg propose, dans un ouvrage d'une grande ambition, de passer en revue les multiples stratégies employées par les captifs à cette fin. Elle retrace quatre cents ans d'histoire, du XV^e au XIX^e siècle, à travers les Amériques, et rassemble, dans *Plus jamais esclaves!*, les voies de cette conquête de liberté. L'enquête, qui tient du tour de force, permet de mesurer « pour la première fois l'ampleur et le succès des actions entreprises par les esclaves pour se libérer ».

L'insurrection figure en bonne place dans ces pages, la fuite aussi évidemment. Mais ce qui surprend sans doute le plus, c'est de constater à quel point les esclaves surent profiter de chaque brèche politique ou juridique. Cuba en donne un exemple éloquent. En 1670, le roi d'Espagne confisqua une concession minière avec 271 mineurs captifs. Au long d'un combat qui s'étendit sur plusieurs générations, les esclaves contestèrent « leur appropriation par le roi ». Certains s'enfuirent, d'autres se rebellèrent, d'autres enfin exploitèrent les rivalités entre La Havane et Madrid pour se faire entendre. Par deux fois, ils parvinrent à dépecher une délégation en Espagne pour contester l'autorité du roi, leur maître légal. Ils obtinrent des terres, puis, en 1800, leur liberté, alors qu'à la même époque l'esclavage resserrait son emprise sur Cuba.

Marronnage

Aline Helg ne cherche pas à construire des héros. Nul lyrisme, ici, vantant l'esprit de liberté. Plutôt un fin travail de recension, parfois un peu austère, afin de comprendre les dynamiques d'une époque ou d'une région. L'auteure dénombre quatre stratégies : principalement la fuite (ou marronnage), puis l'affranchissement attesté par un document légal, l'engagement militaire et la révolte.

Le marronnage, parce qu'il incarne l'insoumission, occupe une place particulière dans l'imaginaire. Mais, au-delà de



Esclaves en habits de fête, Brésil, XVIII^e siècle. AISA/LEEMAGE

cette vision romantique, Aline Helg rappelle que la fuite est avant tout la première forme de révolte, celle qui fut la plus répandue. Le terme même de « marronnage » rappelle comment les colons considéraient les esclaves. Il provient de l'espagnol *cimarrón*, qui servait à désigner le bétail redevenu sauvage dans les montagnes de l'île d'Hispaniola (Saint-Domingue). « Marron » fut ensuite le terme employé par les colons pour désigner les esclaves fugitifs américains, puis africains ou d'origine africaine.

Afin d'endiguer le phénomène. Le Code noir de Louis XIV, promulgué en 1685, prévoyait des châtiments pour ceux que l'on parvenait à capturer : oreilles coupées, jarret coupé et marquage au fer... Mais ces mesures réduisant la productivité des esclaves repris, leurs maîtres hésitaient à déclarer les fuites. En Jamaïque, le marronnage était si répandu que la Couronne britannique n'eut d'autre choix que de signer un accord de paix avec les communautés qui s'étaient formées en marge de son emprise.

Quant à la rébellion, si elle alimentait la paranoïa des colons, elle n'était en réalité pas si répandue que cela. Même la révolution haïtienne (1791-1804) qui, selon la population blanche, devait entraîner

les esclaves dans une spirale de violences, n'eut pas une grande incidence. Une seule insurrection en fut directement inspirée, celle de Curaçao, en 1795. Ailleurs, les esclaves retinrent surtout que l'asservissement n'était pas inébranlable, mais ils avaient conscience que, là où ils vivaient, la situation ne se prêtait pas à l'insurrection – le risque était trop grand.

Au terme de la lecture, la liberté des esclaves aux Amériques semble moins la fille des Lumières et des révolutions du XVIII^e siècle que l'expression de leur capacité d'action, de leur inventivité et de leur ténacité. Car, tandis que l'esclavage se développait, croissait une population noire qui avait gagné sa liberté et dont l'existence sapait les bases du système établi.

Les travaux d'Aline Helg témoignent ainsi du nouvel intérêt des chercheurs pour cette émancipation antérieure à l'abolition. La mémoire en est d'ailleurs aujourd'hui célébrée, les Etats-Unis se préparant notamment à émettre de nouveaux billets de 20 dollars avec le portrait d'Harriet Tubman (1822-1913), une ancienne esclave qui a aidé des captifs à prendre la fuite. ■

PLUS JAMAIS ESCLAVE ! DE L'INSOUMISSION À LA RÉVOLTE, LE GRAND RÉCIT D'UNE ÉMANCIPATION (1492-1838), d'Aline Helg, La Découverte, 420 p., 26 €.

SANS OUBLIER

(Auto)censure de guerre

Lorsqu'on pense à la Grande Guerre, la « censure » est l'un des premiers termes qui viennent à l'esprit. Souvent de façon déformée, d'ailleurs, lorsqu'on imagine une presse entièrement bâillonnée ou des cohortes de censeurs scrutant le moindre courrier de chaque soldat. La réalité est plus nuancée, ce que rappelle utilement l'ouvrage d'Olivier Forcade. De façon originale, il montre combien les graves restrictions aux libertés d'expression et de publication, imposées par la guerre, furent volontaires pour la majeure partie des journalistes qui entendaient contribuer à l'effort de guerre en s'autocensurant ou en se soumettant aux directives officielles. Mais des débats et des critiques (dont celles de Clemenceau) accompagnaient aussi l'instauration du « système d'information » du temps de guerre, l'empêchant d'être parfaitement étanche. Ce volume fortement documenté permet de comprendre comment se construisent les contours, jamais explicitement définis, de l'indicible en temps de guerre. ■ **ANDRÉ LOEZ**

► **La Censure en France pendant la Grande Guerre**, d'Olivier Forcade, Fayard, « Histoire », 480 p., 24 €.



Carthage, cité connectée

A la charnière entre les mondes grec et romain, Carthage connut un remarquable développement sous l'impulsion de ses célèbres chefs Amilcar et Hannibal, s'affirmant alors comme l'une des principales métropoles méditerranéennes. Dans une synthèse claire et bien informée, l'auteur restitue les étapes successives de cette montée en puissance, donnant de la cité punique une vision bien éloignée des clichés orientalistes. A rebours d'une historiographie qui tend souvent à n'envisager l'histoire de Carthage qu'au seul miroir de sa lutte contre Rome, l'ouvrage fait le choix de la longue durée et, surtout, propose une histoire connectée du bassin méditerranéen, où circulent les biens, les hommes et les idées, et où Romains, Grecs et Carthageois font partie du même monde, malgré les conflits qui les opposent. ■ **VINCENT AZOULAY**

► **Carthage. Histoire d'une métropole méditerranéenne**, de Khaled Melliti, Perrin, 550 p., 25 €.

Force de la littérature

Écrits de prison, correspondances, libelles, sermons, textes de propagande, récits historiques... jusqu'au XIX^e siècle, la littérature fut loin de se limiter à la triade roman-théâtre-poésie à laquelle l'a réduite une doxa scolaire. Or le sens de telles œuvres ne se réduit ni aux intentions (cachées ou avouées) de leur auteur ni aux effets produits sur leurs lecteurs – dans un cas comme dans l'autre, qu'en savons-nous avec certitude ? Un saut théorique s'impose donc : celui qui consiste à voir dans ces multiples œuvres de véritables « actions d'écriture ». Non pas la trace écrite de cette action, mais un geste concret, engagé dans des rapports sociaux et institutionnels précis. Tel est le pari de ce livre dans lequel se dessine une passionnante réflexion sur la force de la littérature, propre à renouveler l'étude même des genres plus canoniques. ■ **JEAN-LOUIS JEANNELLE**

► **Écriture et action. XVII^e-XIX^e siècle, une enquête collective**, Editions de l'ÉHES, « En temps & lieux », 292 p., 26 €.

Sauver la planète en pantoufles

Pour sortir de l'impasse écologique, l'essayiste p.m. promeut le voisinage et le jouer ensemble

DAVID ZERBIB

Effet planétaire de micro-particules, week-end en famille qui alourdit le bilan carbone de l'Occident... Les expertises concluant à l'impasse écologique du capitalisme nous posent un problème d'échelle : l'infiniment petit ou le geste quotidien semblent reliés à des bouleversements globaux vertigineux. Or les solutions situées à ce niveau sont apparemment dérisoires : que gagnera l'humanité à nous voir renoncer à un voyage en voiture ? Dans un petit livre stimulant, p.m., alias Hans E. Widmer, théoricien et militant suisse allemand, aborde à un autre niveau le défi civilisationnel auquel nous sommes confrontés.

Auteur de nombreux essais (dont *Bolo/bolo*, L'Éclat, 1983), il montre en effet que la solution au cataclysme annoncé se trouve

à moins de quatre-vingt mètres. Autrement dit à une distance parcourable à pied en une minute, et qui dessine un espace au sein duquel tous les besoins essentiels d'un individu doivent pouvoir être satisfaits. Cette « distance pantoufle » définit en partie l'échelle du « voisinage », qui constitue, selon l'auteur, le « module de base » nécessaire pour « rendre la société apte au futur ». Un voisinage ne désigne pas ici l'ensemble hasardeux des habitants d'une même zone : il s'agit d'une construction sociale, économique, architecturale et politique fondée sur des règles précises de coopération, un nombre d'individus ainsi qu'un espace limité (autour de 500 personnes sur environ un hectare), bâti idéalement d'immeubles de plusieurs étages répartis autour d'une vaste cour intérieure. Etant établi que le principal impact écologique des ménages relève de la nourriture, cet ensemble semi-public doit viser avant tout une économie de subsistance autonome et protectrice de l'environnement.

Echo lointain des phalanstères chers à Fourier, ces lieux coopératifs ne sont pas synonymes d'ascétisme, car ils sont la solution non seulement pour « réduire la consommation des ressources et de l'énergie », mais aussi pour « parvenir à un mode de vie plus satisfaisant ». « Jouir ensemble plutôt que de renoncer individuellement ! », tel en serait le mot d'ordre. En effet, les habitants d'un voisinage bénéficient de nombreux services démonétarisés qui, explique p.m. non sans humour, « font partie d'un package citoyen, comme dans les clubs de vacances » : jardin d'enfants, bibliothèque, piscine, cuisine où les produits agricoles sont transformés, restaurant, cave à vin, salle de silence et même un « centre contre l'enlui » (à la fois lieu culturel et agora). Utopie ? D'un genre très concret, puisque « le meilleur moment pour expérimenter des

alternatives est toujours : "maintenant" », affirme l'auteur de *Redémarrer la Suisse* (Torticolis et Frères, 2012). On peut d'ailleurs en voir à l'œuvre les principes dans les coopératives de logement qui se sont développées avec succès à Zürich à partir de 2001.

Local, pragmatique et fonctionnel, le voisinage n'en est pas moins articulé à des enjeux mondiaux. Que serait une humanité répartie en « quatorze millions de voisinages » ? Loïn du village global connectant abstraitement les individus par Internet, ils mettent au centre de la réflexion la question des « communs ». Dans le sens donné notamment par l'économiste Elinor Ostrom, les « communs » ne sont ni les biens publics de l'Etat ni la propriété privée, mais l'ensemble des biens (matériels ou non) dont l'usage est géré par une communauté spécifique. Oubliée avec l'essor de l'Etat-nation au XIX^e siècle, cette notion née dans l'Angleterre médiévale acquiert à présent une dimension nouvelle, dès lors qu'il nous faut concevoir collectivement un autre usage du monde. ■

VENTE EN PRÉPARATION

LIVRES & MANUSCRITS

VENTE • 27 octobre 2016 • Paris
CLÔTURE DU CATALOGUE • 7 septembre
CONTACT • Isabelle de Conihout •
ideconihout@christies.com • +33 (0) 1 40 76 85 58

MOLIÈRE (1622-1673).
L'École des femmes.
Paris, 1663. L'un des
très rares exemplaires
avec des corrections
manuscrites.
Petit in-12 (147 x 90 mm).
Vendu 44 700 €
Christie's Paris,
22 avril 2016



Christie's France SNC - N° d'agrément 2001-003. Principal commissaire-priseur habilité - François de Rogée

AUCTION | PRIVATE SALES | CHRISTIE'S.COM

CHRISTIE'S